Le lendemain 8 octobre la tournée a été continuée par les communes de Differdange, Sanem, Reckange, Monderkange et Leudelange.

Esch, Differdange et Sanem offrent de très bons chemins vicinaux ; il faut espérer que l'exemple des chefs de ces communes sera imité par leurs voisins et que de proche en proche la voirie vicinale s'établira partout spontanément et sans que l'autorité provinciale ait à y intervenir autrement que par des éloges à distribuer aux administrations communales.

Le 17 octobre on s'est transporté dans la commune de Hollerich, et l'on y a fait entre autres l'inspection de l'embranchement du chemin qui, de la route de classe No. 1^{re}, conduit au faubourg du Grund, embranchement construit par plusieurs communes réunies qui ont accoutumé de se rendre par ce chemin à Luxembourg.

On a été de là à Merll, à Strassen, à Bertrange.

Le bureau de cette dernière mairie a été trouvé en assez bon état. Celui de Strassen a fait naître les regrets qu'on a déjà exprimés en rendant compte de la vérification des bureaux de la plupart des communes rurales.

Le 21 octobre on a assisté à la réunion des maires de Bertrange, Dimpach, Kehlen, Koerich, Mamer, Septfontaines et Strassen à la maison commune de Mamer.

Elle n'a offert qu'une répétition fidèle des réunions de Mersch, Hespérange etc.

On a eu lieu d'être satisfait de la gestion des comptables.

Enfin la dernière réunion a été tenue à Luxembourg le 22 octobre avec les maires d'Eich, Hollerich, et Merll, immédiatement après une conférence avec le Bourguemaitre président de la ville.

Les registres de l'état civil, ceux de l'administration ont été examinés et la situation des percepteurs et receveurs vérifiés. Il y a eu peu d'observations à faire.

Dans ces longs détails que Vos Seigneuries ont eu la patience de suivre, quelques points plus importants ont pu fixer plus particulièrement leur attention. Je tâcherai de les réunir dans un résumé succinct, afin de mieux en saisir les rapports divers.

Quelques irrégularités ont été remarquées dans la tenue des registres de l'état civil : ainsi l'on a vu partout des inscriptions tardives après les délais fixés par la loi. Ainsi les morts-nés se sont trouvés partout aux registres des naissances. Il suffirait d'indiquer du premier chef, l'avis du 8, approuvé le 12 brumaire an 11, et du second, le décret du 4 juillet 1806, pour détruire l'erreur, mais comme elle paraissait assez générale pour l'atteindre immédiatement dans les communes réservées aux tournées des années subséquentes, on a trouvé utile de donner à ces deux actes de la législation en vigueur, une nouvelle publicité et on les a fait insérer au mémorial administratif du 20 septembre 1821.

Les observations que l'on a été dans le cas de faire aux chefs des administrations communales sur le mauvais état des chemins vicinaux,